



200 FCFA

www.adiac-congo.com

N°5118 - LUNDI 20 OCTOBRE 2025

SNPC

Un nouveau challenge pour Raoul Ominga

Maixent Raoul Ominga est reconduit, par décret présidentiel, à la tête de la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC). Sa nomination intervient après l'approbation des statuts de l'opérateur pétrolier congolais par le Conseil des ministres.

« En sa qualité d'outil technique de l'Etat dans sa politique énergétique, la SNPC devrait être en phase avec les préoccupations d'actualité du secteur », disposent ses statuts. Un nouveau challenge pour le directeur général. Page 16



Maixent Raoul Ominga

LCDE

Spoliation et conséquences



Le complexe de production et est spolié par des ex-propriéde traitement de La Congolaise des eaux (LCDE), dans le neuvième arrondissement Djiri,

taires fonciers et des familles expropriées. Les dirigeants de l'entreprise estiment que cette

Une vue de l'usine de traitement d'eau spoliation pourrait empêcher la continuité de l'exploitation du service d'eau potable à Brazzaville. Page 5

DIPLOMATIE

Trump et Poutine chez Orban



Le président américain, Donald Trump, et son homologue russe, Vladimir Poutine lors de leur rencontre en Alaska

Le président américain, Donald Trump, et son homologue russe, Vladimir Poutine, ont convenu d'organiser un sommet à Budapest, en Hongrie. Cette initiative a été actée à l'issue d'un entretien téléphonique, entre

les deux dirigeants, centré sur le conflit en Ukraine et les perspectives d'un règlement politique. Le Premier ministre hongrois, Victor Orban, a déclaré tout mettre en œuvre pour la réussite de cette rencontre.

EDUCATION

Plus de grève

Après avoir échangé avec le médiateur de la République, Valère Gabriel Eteka-Yemet, la Plateforme syndicale de l'éducation nationale (Psen) a résolu de suspendre la

Editorial

Deux roues en règle

grève au niveau des ministères en charge de l'Enseignement technique et géné-

« Dans le souci de marquer sa disponibilité à négocier et pour l'intérêt supérieur de la nation, la Psen a sollicité l'implication des pouvoirs publics », indique le communiqué de la coordination de cette plateforme.



Valère Gabriel Eteka-Yemet s'entretenant avec les syndicalistes

ÉDITORIAL

Deux roues en règle

The opération de contrôle de motos a été lancée à Brazzaville par les forces de l'ordre depuis quelques semaines. Précédée par une campagne de sensibilisation à l'endroit des propriétaires et conducteurs de ces engins dont certains sont utilisés pour le transport en commun, elle s'est révélée spectaculaire et variablement musclée.

Sur la foi de plusieurs témoignages mais aussi de scènes vécues sur la voie publique, nombre d'engins ont été incendiés, d'autres écrasés sous les pneus de véhicules appropriés, cassés au marteau et littéralement mis hors d'usage. Ce procédé par la casse a suscité divers commentaires et surtout des interrogations sur l'utilité d'un tel choix et les suites attendues.

Pour la plupart, a-t-on appris de sources proches de l'opération, ces motos « décimées » provenaient de la contrebande, d'actes d'usurpation, relevaient du crime crapuleux. Leurs utilisateurs ne posséderaient aucun justificatif attestant de leur acquisition régulière auprès de commerçants connus, tandis que des plaintes de particuliers s'accumulaient sur des vols répétés de vélos accompagnés de violences.

Dans l'engrenage de la casse sont peut-être tombés des propriétaires authentiques qui rechignaient à se conformer aux usages ? C'est possible. Ces jours-ci, à Brazzaville, la circulation routière dans les quartiers périphériques redevient fluide, mais ne résout pas les tracasseries des habitants des zones d'accès difficile naguère desservies par les deux roues. Sur ce plan de la mobilité des personnes et des biens, les autorités municipales font face à d'énormes défis.

De ce qui précède, les motocyclistes qui souhaitent poursuivre leur activité n'auront dorénavant qu'une seule option : se mettre en règle afin de jouir pleinement de leurs droits comme des citoyens de bon commerce. Quoi que l'on dise, le retour de l'ordre sur la route donne de la capitale congolaise l'image d'une ville qui réapprend à vivre normalement. Pour combien de temps ? Se demande-t-on.

 $Les\, D\'ep\^eches\, de\, Brazzaville$

DISPARITION

L'Etat a rendu hommage à Sage Divin Miyokidi Bazola

Le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, Raymond Zéphirin Mboulou, assisté du général de division René Boukaka, chef d'état-major général adjoint des Forces armées congolaises (FAC), a déposé, le 15 octobre à Brazzaville, une gerbe de fleurs sur le cercueil du corps sans vie du maréchal de logis Sage Divin Miyokidi Bazola, mort en mission officielle en République centrafricaine.



Le ministre déposant une gerbe de fleurs/Adiac

Le recueillement des gendarmes et des officiels s'est déroulé selon les rites, symboles et traditions des FAC.

Lisant l'oraison funèbre, le colonel-major Bède Florentin Mbika, directeur de l'organisation et de l'emploi de la gendarmerie nationale, s'est souvenu : « Je lui avais posé la question de savoir pourquoi il voulait servir la gendarmerie nationale ? Il m'avait répondu avec une certaine assurance : je veux être gendarme pour protéger la patrie, la population des dangers qu'apporte l'insécurité ».

Les repères sur sa carrière militaire renseignent que le maréchal de logis Sage Divin Miyokidi Bazola a été de la douzième promotion. Affecté à l'escadron de gendarmerie mobile de Dolisie, il passa cinq ans avant d'être admis en stage pour l'obtention du diplôme d'officier de police judiciaire en 2023.

A l'issue du stage, il est promu au grade de maréchal de logis chef et rejoint son poste avant de passer à la sélection des Nations unies qui lui ouvre les portes de l'unité de police constituée n°11.

Rappelons que la tragédie occasionnant la mort du maréchal de logis Sage Divin Miyokidi Bazola s'est passée dans la rivière Obela Mpoko, préfecture de Mpoko, le 16 septembre dernier. Mpoko est un affluent de la rivière Oubangui située dans le bassin du Congo, en République centrafricaine.

Fortuné Ibara

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)

Site Internet: www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama Assistante : Leslie Kanga Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef: Guy-Gervais Kitina, Rédacteurs en chef délégués: Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya Grand reporter: Nestor N'Gampoula Service Société: Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko Service Politique: Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Roger Ngombé

Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé

Service Afrique/Monde: Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO : Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh Rédacteur en chef : Faustin Akono Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA Direction de l'Agence : Ange Pongault

Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza,
Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/
Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo

Chef de service : Clotilde Ibara Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO – MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi Chef de service : Cyriaque Brice Zoba Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende **Rédaction :** Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,

Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES Direction : Kiobi Abira

Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi Chef de service RHC :Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo

Martial Mombongo, Armelle Mounzeo Chef de service Audit : Arcade Bikondi, , Chef de service Comptabilité :Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga

Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo

Chef de service diffusion : Guylin Ngossima Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE Direction: Gérard Ebami Sala Adjoint à la direction: Elvy Bombete

Coordonnateur : Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué Assistante : Dina Dorcas Tsoumou **Directeur adjoint :** Abdoul Kader Kouyate Mbenguet Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable: Émilie Moundako Éyala Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali Adresse: 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO Responsable : Maurin Jonathan Mobassi

Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale www.lesdepechesdebrazzaville.com Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64 Email : regie@lesdepe chesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse Directrice générale : Bénédicte de Capèle Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,

eMail : contact@inc-sa.com, site Internet www.inc-sa.com

SÉNAT

Mettre à la disposition du gouvernement un budget performant

Le président du Sénat, Pierre Ngolo, a souligné le 15 octobre, à l'ouverture de la 7^e session ordinaire budgétaire, la nécessité de mettre à la disposition du gouvernement un outil performant et opérationnel garantissant au moyen des actes concrets la poursuite de l'exécution du Plan national de développement (PND) 2022-2026.

Consacrée à l'examen et l'adoption du projet de loi de finances exercice 2026, la session budgétaire qui va se clôturer le 23 décembre prochain permettra également aux sénateurs de voter plusieurs autres textes de lois. Au nombre des affaires inscrites à l'ordre du jour figurent le projet de loi de finances rectificative 2025 et le projet de loi portant règlement du budget de l'Etat, exercice 2024. Il y a également le projet de loi modifiant et complétant la loi n°9-2001 du 10 décembre 2001 portant loi électorale.

Le président de la chambre haute du Parlement a, dans son discours d'ouverture, rappelé les multiples interrogations de la cité qui interpellent les sénateurs en leur exigeant d'être représentants dignes à l'hémicycle. « Dans ces conditions, la session budgétaire prend une dimension toute particulière qui en fait la session de la haute responsabilité, un moment cardinal de notre vie démocratique, un instant décisif de distribution des priorités totalement en phase avec les



impératifs du contexte. Nos réflexions, nos analyses, nos arbitrages doivent traduire notre engagement à mettre à la disposition du gouvernement de la République un outil performant et opérationnel garantissant, au moyen des actes concrets, la poursuite de l'exécution du *PND 2022-2026* », a rappelé Pierre Ngolo, insistant sur le sérieux et la rigueur à observer dans le traitement des dossiers soumis à leur examen.

Selon lui, la responsabilité

sous-entend également l'effort à déployer quant au suivi et au contrôle des délibérations prises afin que la discipline soit la règle imposable à tout le monde pour des résultats consacrant la nette amélioration des performances.

Concourir à la tenue d'une élection présidentielle apaisée

La dernière session ordinaire du Parlement de l'année en cours se tenant à quelques cinq mois de l'élection présidentielle de mars 2026, Pierre Ngolo a rappelé qu'il s'agira du plus grand test d'évaluation du patriotisme et de la maturité politique des Congolais. La préparation, le déroulement et la réussite de scrutin présidentiel en vue exigent, a-t-il poursuivi, à chacun de tenir sa place et de jouer son rôle en consolidant l'esprit républicain afin de donner la priorité au

« L'atmosphère qui semble se dessiner perceptible à travers les réseaux sociaux et

certaines déclarations d'acteurs politiques véhiculées par divers canaux n'est pas de nature à rassurer sur la détermination de tous à faire de l'élection présidentielle de mars 2026 un moment de consolidation de la démocratie et de la paix. La conquête de l'opinion, la mobilisation de l'électorat ne se forcent pas par l'injure, la calomnie et l'intimidation. Elle se négocie au travers d'un argumentaire simple, de la présentation d'un projet crédible et défendable », a averti le président du Sénat, précisant que tous les Congolais ont le devoir de concourir à l'organisation et à la tenue d'une élection présidentielle apai-

A moins de deux semaines de la clôture le 30 octobre de la révision extraordinaire des listes électorales, il a invité les Congolais à se prêter à cette opération citoyenne afin d'exercer pleinement leur droit civique le moment venu.

Parfait Wilfried Douniama

LE FAIT DU JOUR

Éclaircies

u Moyen-Orient sont parvenues de bonnes nouvelles en milieu de semaine dernière. Au cours du sommet de Charm el-Cheick en Égypte, le 13 octobre, l'option de la paix l'a emportée sur celle de la guerre atroce qui opposait Israël et le Hamas depuis le 7 octobre 2023. La libération des otages et des prisonniers par les deux camps a donné lieu à des célébrations saluées comme le début d'un fragile mais nécessaire processus de pacification de la région.

Pour ce faire, les acteurs les plus en vue dans ce dossier, en particulier les Etats-Unis d'Amérique, l'Égypte, le Qatar et la Turquie, devront tout mettre en œuvre pour que l'espoir né de ce dénouement inespéré ne se heurte, comme par le passé, aux intransigeances des belligérants. Il est bien connu, en effet, que les combattants du mouvement palestinien et l'État israélien, ennemis de toujours, se rendent coup pour coup toutes les fois que les circonstances l'imposent. Ce qu'ils ont, par ailleurs, démontré les deux dernières années.

Il s'avère toutefois que dans ce conflit à plusieurs ramifications, le chemin vers la paix est tortueux. Les victimes civiles de diverses attaques entre belligérants, les détenus palestiniens en détention longue durée dans les prisons de l'État hébreu. l'activisme des milices du Hamas et du Hezbollah libanais, les rapports conflictuels au sein des pays composant cet espace géographique aux multiples enjeux, les influences extérieures mues par des intérêts stratégiques et économiques ont achevé de transformer le Moyen-Orient en une zone de confrontation où se mêlent parfois apitoiement et cynisme.

La question que les uns et les autres se posent après la déclaration de fin des hostilités entre Tsahal et le Hamas est : c'est quoi la suite ? Au demeurant, l'aide humanitaire destinée à la population palestinienne franchit désormais plus facilement les points de passage à destination des bénéficiaires. Sous leurs tentes dressées dans les ruines de Gaza, la vie étant toujours plus forte que les épreuves qu'elle impose aux humains, les enfants et leurs parents retrouveront un peu de dignité.

Il restera le chantier de la reconstruction des édifices pour laquelle des appels ont été lancés aux « bonnes volontés » sans ignorer la reconstruction des états d'âme et des frustrations dont le poids symbolique peut peser bien plus lourd sur la balance des aspirations des deux peuples. Pour les Palestiniens, elle passe par la constitution d'un État représentatif dans lequel ils seront établis pour des millénaires. La reconnaissance de cette entité portée par les deux tiers du concert des

nations va dans ce sens. Pour les Israéliens, cette reconstruction passe par le droit d'être reconnus en tant que nation par les voisins qui les entourent. Les soutiens à cette noble cause sont aussi nombreux.

D'où le consensus partagé au sein de l'ONU par la majorité de ses membres de privilégier la solution à deux États. On aurait de ce fait apporté à l'humanité le souffle de tranquillité derrière lequel elle court depuis plusieurs décennies. Mais qui peut bien pousser à un tel résultat si ce ne sont les puissances citées plus haut, en tête desquelles se trouvent les États-Unis d'Amérique ? Au regard du rôle que ce pays joue sur cette question, le jour où il décidera de suivre cette voie-là, il entraînera avec lui le reste du monde et pourra, si l'on peut dire, crouler sous le poids de prix célébrant la paix et la vie.

Gankama N'Siah





VISITEZ LE _ MUSEE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

L'ART

dans toutes ses expressions de la MODERNITÉ

Expositions et projections:

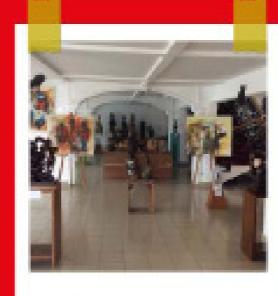
- ☑ Sculptures
- Peintures
- Céramiques
- Musique

Horaires d'ouvertures :

Du Lundi au Vendredi: 9H-17H

Samedi : 9H-I3H









Siège social: 84 Bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo

DISTRIBUTION D'EAU À BRAZZAVILLE

LCDE s'inquiète de la spoliation de son complexe de Djiri

Une forte délégation de La Congolaise des eaux(LCDE) s'est rendue, le 17 octobre, dans le neuvième arrondissement de Brazzaville, Djiri, où une grande partie de son complexe de production et traitement d'eau est en cours de spoliation par certains citoyens.

La délégation de LCDE, accompagnée de la presse et de la gendarmerie nationale, a constaté avec regret l'évolution des travaux qui s'effectuent dans le périmètre de sécurité sanitaire du complexe Djiri. Sur place, la menace sur l'eau potable est imminente. Les responsables de LCDE craignent fortement pour la continuité de l'exploitation du service public de l'eau potable à Brazzaville.

L'intégrité du complexe de production et de distribution de Djiri, colonne vertébrale de l'approvisionnement en eau potable de la ville, avec 70 % du besoin en eau, est menacée.

Les dirigeants de LCDE regrettent le fait que malgré la protection légale et l'ouverture des procédures judiciaires, ce périmètre est



toujours la cible d'actes de spoliation persistants, menés par des ex-propriétaires fonciers et des familles expropriées. « Sur ce site, il se passe un acte de spoliation de terrain avec des individus sans scrupule qui menacent le service public de l'eau. Cet Les agents de LCDE sur le site spolié Adiac espace est très stratégique. Ici, nous sommes dans le périmètre immédiat où aucune activité n'est tolérée. Malheureusement, ils menacent qualitativement et quantitativement la ressource en eau puisqu'il y aura beaucoup de débit solide qui pourront mettre en difficulté nos machines. Nous lançons un appel au gouvernement puisque ce secteur appartient au domaine de l'Etat depuis 1982 », a indiqué le directeur des exploitations de LCDE, Guy Serge Ndinga Ossondjo.

Pour LCDE, les autorités compétentes devraient prendre cette situation à bras le corps car un danger réel pèse sur les investissements de ce complexe et sur la politique nationale d'accès à l'eau potable.

Pour bien comprendre l'ampleur de ce danger, la délégation a visité le terrain spolié puis l'usine de traitement et la section de captation d'eau.

Rude Ngoma

PRODUCTION AGRICOLE

Des étudiants sensibilisés aux enjeux de l'agriculture intelligente

L'Agence nationale de validation des résultats de la recherche et de l'innovation (Anvri) a organisé, les 16 et 17 octobre à Brazzaville, un atelier spécial au profit des étudiants orientés dans les filières agricoles, pour les former aux enjeux de l'agriculture intelligente et résiliente.

Des chercheurs, producteurs agricoles et une masse d'étudiants orientés dans la filière ont participé au séminaire-atelier qui s'est tenu sur le thème « Agriculture intelligente au service d'un développement durable, inclusive et résiliente de la République du Congo ».

Présidé par le directeur de cabinet du ministre de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, Aimé Christian Kayath, l'atelier visait à former et sensibiliser les étudiants congolais aux principes, outils et applications de l'agriculture intelligente, innovante, afin de les encourager à devenir des acteurs d'une agriculture moderne, durable et résiliente.

Considéré comme un cadre d'expérimentation, d'éveil et de créativité, cet atelier animé par des experts en la matière a permis de présenter aux participants les concepts et piliers d'une agriculture intelligente, technologique, durable et résiliente. Pour renforcer leurs connaissances académiques, ces jeunes ont été formés sur les systèmes d'irrigation, la gestion efficace et les technologies émergentes, notamment l'intelligence artificielle.

Pour le directeur de cabinet du ministre de la Re-

cherche scientifique et de l'Innovation technologique, cette démarche permettra d'accroître le développement agricole et de diversifier l'économie. « Le Congo, notre beau pays, regorge des atouts agricoles exceptionnels, avec plus de 10 millions d'hectares de terres arables, des conditions climatiques favorables et des ressources abondantes du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest. La République du Congo dispose de tous les atouts permettant de bâtir une agriculture digne, capable de nourrir sa population, de diversifier son économie et de garantir sa souveraineté alimentaire », a souligné Aimé Christian Kayath.

De son côté, le directeur général de l'Anvri a salué l'organisation de ce séminaire, estimant que la démarche permettra au Congo de renforcer sa sécurité alimentaire. « Notre présence ici

témoigne l'engagement du gouvernement à faire de la science, de la technologie et de l'innovation des outils opérationnels au service de la diversification de notre économie, de la sécurité alimentaire et de la souveraineté technologique de notre pays », a indiqué Patrick Obel Okeli.

Créée par la loi n° 28-2020 du 17 juin 2020, l'Anvri s'inscrit dans une dynamique stratégique. Elle a pour missions, entre autres, de promouvoir la recherche et l'innovation, d'encourager l'application de leurs résultats à des fins économiques et sociales, et d'accompagner les porteurs de projets.

A cela, il est à inclure la diffusion de la connaissance, le soutien aux entreprises locales, et l'aide au développement de technologies durables dans des domaines comme l'agriculture intelligente et résiliente.

Firmin Oyé



Les étudiants suivant attentivement les allocutions d'ouverture/Adiac

EDUCATION NATIONALE

Plus de grève en ce début de l'année scolaire 2025-2026

Après des échanges qu'elle qualifie de « fructueux » avec le médiateur de la République, Valère Gabriel Eteka-Yemet, la Plateforme syndicale de l'éducation nationale (Psen) a décidé de suspendre, à compter du 17 octobre, ses intentions de relancer la grève au niveau des sous-secteurs des enseignements général et technique.

La coordination nationale de la Psen a eu une séance de travail, le 17 octobre à Brazzaville, avec le médiateur de la République. Elle a encouragé la détermination de Valère Gabriel Eteka-Yemet « à vouloir redonner espoir aux enseignants du Congo, en difficulté d'obtenir gain de cause de la part des autorités du pays au sujet des revendications socioprofessionnelles ».

En effet, en raison de la non-prise en compte des engagements et du non-respect des accords bipartites gouvernement-syndicat des enseignants regroupés autour de cette plateforme, la Psen avait publié un préavis de grève observé du 27 septembre au 4 octobre en cas de non satisfaction persistante de ses revendications socioprofessionnelles.

« Dans le souci de marquer sa disponibilité à négocier et pour l'intérêt supérieur de la nation et de nos enfants en cette période préélectorale, la Psen a entendu solliciter le concours et l'implication des autorités publiques parmi lesquelles le médiateur de la République... Après échanges fructueux sur les points



La coordination de la Psen après la séance de travail/Adiac

« Nous appelons les ministres concernés à faciliter l'implication du médiateur de la République, en vue d'un dénouement heureux, salvateur dans l'intérêt supérieur de nos enfants pour garantir la paix sociale à l'orée de l'élection présidentielle. A l'endroit des enseignants, donc notre base, nous réitérons la volonté de la Psen de poursuivre les démarches engagées afin que renaisse un lendemain professionnel meilleur »

objet du préavis de grève, la Psen a concédé la suspension de la relance de grève », a mentionné la coordination dans son compte rendu.

Le médiateur de la République, de son côté, a pris l'engagement de s'impliquer personnellement auprès du gouvernement, notamment des ministres de tutelle, du ministère des Finances, du

ministère d'Etat en charge de la Fonction publique. du Premier ministre et de la présidence de la République, en vue d'obtenir gain de cause. « Nous appelons les ministres concernés à faciliter l'implication du médiateur de la République, en vue d'un dénouement heureux, salvateur dans l'intérêt supérieur de nos enfants pour garantir

la paix sociale à l'orée de l'élection présidentielle. A l'endroit des enseignants, donc notre base, nous réitérons la volonté de la Psen de poursuivre les démarches engagées afin que renaisse un lendemain professionnel meilleur », a poursuivi le porte-parole de la Psen, Herbin Baketiba, dans le compte rendu, promettant de revenir vers la base dans un délai d'un mois.

Notons que cette plateforme revendique, entre autres, le paiement intégral des rappels de solde d'activités dus aux enseignants ; la publication de l'arrêté interministériel fixant les montants des primes et indemnités du statut particulier des agents du cadre de l'éducation nationale; la tenue des commissions administratives paritaires (CAP). A ce propos, si le ministère en charge de l'Enseignement général a tenu sa CAP dont la publication des arrêtés est en cours, la Psen déplore, cependant, le silence au niveau du ministère de l'Enseignement technique et professionnel. A ces trois vieilles revendications contenues dans le relevé de conclusions, s'ajoutent le relèvement du point d'indice à 450 pour tous les enseignants au plus tard le 1er décembre 2025 : la relance des allocations familiales des enseignants « coupées depuis fort longtemps par le ministère des Finances »; l'augmentation du quota d'intégration des enseignants à 4 000 places.

Parfait Wilfried Douniama

ÉDUCATION FINANCIÈRE

L'Unicef forme 250 élèves de Kinshasa

Des élèves venus de différentes écoles de la ville de Kinshasa ont bénéficié d'une formation axée sur l'éducation financière, à la faveur d'un atelier organisé récemment par le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) au collège Boboto.

La formation, à en croire la spécialiste des partenariats à l'Unicef en République démocratique du Congo, Paola Bottaro, a ciblé 250 enfants dont l'âge varie entre 15 et 17 ans. "C'est vraiment une journée de sensibilisation et de formation à l'inclusion financière. Nous avons des jeunes filles et des jeunes garçons, c'est pour l'égalité des genres. Nous avons 10 écoles et 250 élèves âgés de 15 à 17 ans", a-t-elle poursuivi.

Le chargé de la coordination genre à l'ONU Femmes, Henfi-Gauthier Fene-Fene, a souligné que cet atelie, organisé en marge de la Journée internationale de la fille célébrée le 11 octobre, est une opportunité de former les jeunes à la gestion financière et de promouvoir l'autonomisation économique des femmes, essentielle pour construire un avenir meilleur. "L'une de nos thématiques est l'autonomisation économique des femmes. Lorsque les femmes financièrement indépendantes, leur autonomisation suit ", a-t-il précisé.

«L'avenir et un monde meilleur» se construisent aujourd'hui, et nous avons choisi de travailler avec des enfants, car ils sont la relève de demain. Nous souhaitons mettre les qu'elles apprennent et sachent qu'elles sont porteuses de changements pour demain», a-t-il renchéri. En organisant cette formation, l'Unicef en accord avec ses partenaires dont l'ONU Femme, Equity BCDC et Finca, espère inculquer aux élèves une conscience de l'épargne, de l'importance de l'inclusion financière et de l'égalité des genres. Embole Epondo, élève au lycée Nakihinga, a exprimé sa satisfaction en ces termes:» Cette formation m'a vraiment beaucoup

aidé, car je ne suis pas vraiment filles au cœur de leur destin pour habitué à l'épargne. Je suis plutôt habitué à trop dépenser, mais aujourd'hui, cela m'a vraiment ouvert les yeux". Et de poursuivre: «Je retiens que si vous avez une entreprise et que vous générez des revenus, ou que vos parents vous donnent de l'argent, il est important de réserver une partie pour l'épargne. Quand vous dépensez, il faut aussi limiter vos dépenses et garder une part pour l'épargne, car les épargnes peuvent aussi nous aider à l'avenir».

Blandine Lusimana

RÈGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFÉRENDS

L'ambassadeur Guy Nestor Itoua prend part aux assises de l'IOMed

L'Organisation internationale pour la médiation (IOMed) tient ses assises du 15 au 20 octobre à Hong Kong, en Chine. En marge de celles-ci, l'ambassadeur Guy Nestor Itoua, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger, a eu une séance de travail avec Teresa Cheng, candidate au poste de secrétaire général de l'IOMed dont l'élection aura lieu le 20 octobre.

La candidate, venue solliciter le soutien du Congo pour son élection, était accompagnée de Zhou Qian, directrice générale du département des affaires juridiques du bureau de la commission du ministère des Affaires étrangères chinois à Hong Kong.

En réponse à cette sollicitation, le diplomate congolais a mis en relief l'intensité des relations d'amitié et de coopération qui existent si heureusement entre le Congo et la Chine, tout en rappelant que celles-ci sont rehaussées par la co-présidence du Forum sur la coopération sino-africaine.

La République du Congo qui compte parmi les premiers pays à avoir ratifié la convention portant création de l'IOMed adhère à la dynamique d'une communauté



La séance de travail entre l'ambassadeur Nestor Itoua et Teresa Cheng, en marge des assises de Hong Kong, octobre 2025/DR

d'avenir partagé et à la perspective d'une coopération plus accrue dans le domaine du commerce, avec un traitement au taux zéro des tarifs douaniers.

Notons que l'IOMed a été

créée à Hong Kong, en République populaire de Chine, le 30 mai 2025. L'idée d'une organisation internationale dédiée à la médiation remonte à près d'un siècle, à l'époque de la Société des Nations. Désormais, le monde dispose d'un cadre juridique institutionnel pour mettre en application l'article 33 de la charte des Nations unies portant sur les voies et moyens de règlement pacifique des différends entre un État et le ressortissant d'un autre État, et les différends commerciaux internationaux soumis par consentement mutuel.

Marie Alfred Ngoma

FGYPTE

Le président égyptien Sissi et le dirigeant soudanais al-Burhan discutent des efforts de paix au Soudan

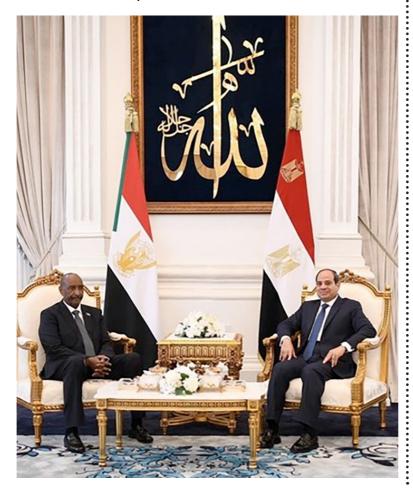
Le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi a rencontré le 15 octobre, au Caire, Abdel Fattah al-Burhan, président du Conseil souverain de transition du Soudan, afin de discuter des derniers développements au Soudan et des efforts régionaux et internationaux en cours pour mettre fin au conflit.

M. Sissi a réaffirmé le soutien total de l'Egypte à l'unité, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale du Soudan, et a réitéré son rejet catégorique de toute tentative visant à nuire à la cohésion nationale du pays.

M. al-Burhan, qui est également commandant des forces armées soudanaises, a exprimé sa profonde gratitude pour le soutien continu de l'Egypte et ses efforts visant à aider le Soudan à surmonter la crise actuelle et à rétablir la paix et la stabilité.

Leurs discussions ont également porté sur la question de l'eau du Nil.

Les deux parties ont réaffirmé leur rejet de toute «mesure unilatérale» sur le Nil Bleu qui serait contraire au droit international et ont convenu de renforcer les mécanismes de consultation et de coordination afin de préserver leurs droits communs sur l'eau.



ZAMBIE

Signature d'un accord de restructuration de la dette avec les créanciers chinois

L'économiste zambien Kelvin Chisanga a salué, le 15 octobre, la signature par la Zambie des accords bilatéraux de restructuration de la dette couvrant une partie de ses engagements envers des créanciers chinois.

Le ministre des Finances et de la planification nationale, Situmbeko Musokotwane, avait annoncé le 14 octobre dernier que le gouvernement zambien avait conclu ces accords avec plusieurs créanciers financiers chinois, dont la Banque d'import-export de Chine.

M. Chisanga a estimé que ce développement témoignait de l'engagement de la Zambie à gérer sa dette de manière responsable, à un moment où l'économie a besoin de se remettre.

Selon lui, ces accords devraient renforcer la confiance des investisseurs et pourraient servir de modèle pour d'autres pays africains. «Bien que les défis subsistent, ces accords marquent une démarche positive vers la stabilité économique à long terme et la croissance durable», a-t-il déclaré. L'expert a ajouté que la restructuration de la dette permettrait d'alléger la pression budgétaire du pays, offrant ainsi au gouvernement la possibilité de privilégier les investissements dans les infrastructures, la santé, l'éducation et d'autres secteurs essentiels.

Xinhua











Conférence & Expositions sur le Contenu Local **Conference** & Exhibitions. on Local Content





















































DIPLOMATIE

Un nouveau sommet entre Trump et Poutine prévu à Budapest

Le président américain, Donald Trump, et son homologue russe, Vladimir Poutine, ont convenu d'organiser un sommet à Budapest, en Hongrie, précédé d'une réunion entre leurs conseillers. Cette initiative a été actée à l'issue d'un long entretien téléphonique de plus de deux heures que les deux dirigeants ont eu, le 16 octobre, centré sur le conflit en Ukraine.

L'échange entre Trump et Poutine, le huitième de l'année entre les deux chefs d'État, a été qualifié par les deux parties d'« ouvert, approfondi et de confiance ». Le conflit en Ukraine et les perspectives d'un règlement politique ont été au cœur de la discussion. Mais la date du futur sommet bilatéral n'a pas encore été fixée. Selon le président américain, la conversation a permis de « réaliser d'importants progrès » vers la paix. Il a également exprimé l'espoir qu'une rencontre en personne avec Vladimir Poutine puisse contribuer à mettre fin à la guerre en Ukraine.

Le Premier ministre hongrois, Viktor Orban, s'est félicité de cette perspective, déclarant sur son compte X (Anciennement Twitter) que la Hongrie était « prête » à accueillir les deux dirigeants et saluant cette initiative comme une opportunité de paix. Une réunion préparatoire entre hauts conseillers russes et améri-



cains est prévue dans les prochains jours.

Outre le dossier ukrainien, les deux dirigeants devraient aborder d'autres sujets brûlants tels que la coopération humanitaire, l'économie, le climat... Lors de l'entretien téléphonique, le président russe aurait félicité le président Trump pour le rôle des États-Unis dans la stabilisation

du Moyen-Orient, qualifiant cette avancée de « grand accomplissement ». Trump y voit un modèle possible pour faire avancer les négociations sur l'Ukraine. Au plan humanitaire, Vladimir Poutine a salué l'engagement de Melania Trump, la première dame des États-Unis, en faveur des enfants touchés par le conflit ukrainien.

Poutine et Trump privilégiant la diplomatie/DR

Les deux hommes ont évoqué l'avenir des relations commerciales entre leurs pays, une fois la paix rétablie. Trump a indiqué que « les échanges bilatéraux possibles après la fin du conflit » ont occupé une place importante dans la discussion. Du côté russe, le représentant spécial du Kremlin, Kirill Dmitriev, a salué cette conversation, affir-

mant que « la paix et la coopération russo-américaine prévaudront », malgré les « tentatives de sabotage » attribuées aux pays européens. Le conseiller présidentiel, Iouri Ouchakov, a lui aussi souligné le ton « très ouvert et de confiance » de l'échange, rapportent les médias russes.

Par ailleurs, le conseiller présidentiel, Iouri Ouchakov, a affirmé que la livraison potentielle de missiles américains Tomahawk à l'Ukraine avait été évoquée lors de l'entretien téléphonique. Selon ce haut cadre russe, le président Vladimir Poutine a averti que ces armes ne changeraient pas la

nuire gravement aux relations entre Moscou et Washington. Le président Donald Trump a rencontré le 17 octobre le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, à la Maison-Blanche. Cette rencontre s'inscrit dans la continuité des efforts diplomatiques, selon sa porte-parole, Karoline Leavitt.

donne militaire, mais pourraient

Fiacre Kombo

MADAGASCAR

Le colonel Michael Randrianirina annonce une transition de deux ans

Investi comme nouveau président de la refondation de la République de Madagascar à la suite d'un soulèvement populaire, le colonel Michael Randrianirina a présenté, le 17 octobre, lors de sa prestation de serment, sa déclaration de politique générale.

« Nous allons travailler main dans la main avec toutes les forces vives de la nation afin d'élaborer une belle Constitution de la République et nous concerter sur de nouveaux textes électoraux sur l'organisation des élections et référendums », a promis le président de la refondation de la République de Madagascar, Michael Randrianirina, lors de la cérémonie d'investiture.

En présence de hauts gradés de l'armée, de responsables politiques, et de plusieurs délégations étrangères, notamment des Etats-Unis, de Russie et de France, il a assuré que des élections auront lieu dans dix-huit à vingt-quatre mois et que le pays ne sera pas dirigé par un régime militaire car le gouvernement appartient aux civils.

Michael Randrianirina a dénoncé le régime autoritaire du précédent gouvernement ayant



plongé le pays dans l'obscurité pendant des années et joué la carte de la violence, de la brutalité et de la violation des droits de l'homme. Il a annoncé la dissolution de toutes les institutions à l'exception de l'Assemblée Le colonel Michael Randrianirina/DR nationale, seule instance à avoir maintenu sa légitimité après avoir voté la destitution de l'ancien président, Andry Rajoelina. « Nous nous engageons à une rupture avec le passé. Notre mission principale sera de

réformer en profondeur les systèmes administratifs, socio-économiques et politiques de gouvernance du pays », a-til déclaré.

Précisons que cette nomination intervient quelques jours après la destitution et la fuite à l'étranger du désormais ex-président Rajoelina, trois semaines après le début des manifestations contre la pénurie d'eau et d'électricité menées par les jeunes de la Génération Z et appuyées par une faction de l'armée conduite par le colonel Michael Randrianirina.

Sanctions internationales

Au moment où le colonel Randrianirina continue de réclamer la légalité de sa prise de pouvoir affirmant « qu'un coup d'Etat, c'est quand les soldats rentrent dans le palais présidentiel avec des armes, qu'ils tirent et qu'il y a du sang », sur l'échiquier international,

l'Union africaine (UA) a décidé de ne pas être plus tolérante envers Madagascar. L'instance a sanctionné avec effet immédiat le pays lors d'une réunion d'urgence du Conseil de paix et de sécurité à Addis-Abeba, en Ethiopie, condamnant le renversement du président Andry Rajoelina.

D'après l'analyste politique à Madagascar, Serge Imbeh, la chute du pouvoir pourrait apporter des réformes nécessaires, mais les sanctions internationales qui viendront ajouter des défis à une nation déjà en proie à la crise doivent également être prises en compte. En effet, il ne faudra pas longtemps avant que d'autres organisations telles que la Communauté de développement de l'Afrique australe et l'Union européenne ne suivent le mouvement de l'UA.

Jean Pascal Mongo-Slyhm et Fiacre Nkombo





TOUTE L'ACTUALITÉ DU BASSIN DU CONGO



- (+242) 06-929-4505
- ☑ info@adiac.tv
- 84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso Brazzaville, République du Congo



FORUM TURQUIE-AFRIQUE 2025

Une convergence stratégique entre Ankara et le continent noir

Le Forum d'Affaires et Économique Turquie-Afrique s'est ouvert à Istanbul sur le thème « Renforcer les relations Turquie-Afrique pour partager les gains communs ». Il incarne une dynamique géopolitique et géoéconomique de plus en plus affirmée entre la Turquie et le continent africain.

Organisé sous l'égide du ministère turc du Commerce, en partenariat avec l'Union africaine et le DEIK, l'événement marque une nouvelle étape dans le repositionnement stratégique d'Ankara sur la scène africaine.

Une coopération Sud-Sud en pleine mutation

Depuis le début des années 2000, la Turquie a intensifié ses relations diplomatiques, commerciales et culturelles avec l'Afrique. Ce forum s'inscrit dans cette continuité, avec une ambition claire : transform un partenariat économiquemergent en un véritable me de la continuité de la continuité

ambition claire: transformer un partenariat économique émergent en un véritable modèle de coopération Sud-Sud. À travers des thématiques ciblées – agriculture, énergies renouvelables, textile, infrastructures, santé, logistique ou défense –, Ankara entend valoriser son expérience dans les modèles de développement à faible coût, fondés sur des transferts de compétences et des partenariats public-privé.

Une diplomatie économique structurée



La Turquie a intensifié ses relations diplomatiques, commerciales et culturelles avec l'Afrique

La présence du président turc, Recep Tayyip Erdogan, et de son homologue angolais, Joao Lourenço, illustre la dimension politique élevée de ce forum. Pour la Turquie, il s'agit de consolider une diplomatie économique où les outils classiques – commerce, investissements, BTP, défense – sont mis au service d'une influence croissante. Le format G2B et B2B de l'événement témoigne d'une

volonté d'enraciner des relations concrètes, au-delà des discours, en favorisant l'émergence d'un tissu d'affaires durable entre les deux partenaires.

L'Afrique, terrain d'opportunités et d'influence

Le forum souligne la reconnaissance croissante de l'Afrique comme espace d'opportunités, mais aussi comme acteur géopolitique à part entière. La diversité des pays représentés – du Mozambique à l'Égypte, en passant par le Nigeria – reflète une volonté d'Ankara de tisser des liens multisectoriels, en dépassant les simples logiques bilatérales. Le modèle turc de construction-exploitation-transfert (BOT), mis en avant dans les discussions sur les infrastructures, pourrait représenter une alternative crédible aux modèles

chinois ou occidentaux.

Enjeux de développement et de souveraineté

Au cœur des échanges, les questions de sécurité alimentaire, de santé, et d'autonomisation des femmes entrepreneurs soulignent la volonté de faire de ce partenariat un levier pour le développement durable. En intégrant ces priorités, la Türkiye cherche à se positionner comme un partenaire de confiance, sensible aux besoins spécifiques du continent, loin

d'une logique extractiviste. Le Forum Türkiye-Afrique 2025 constitue un jalon dans la reconfiguration des partenariats mondiaux. Entre ambition économique, diplomatie d'influence et dialogue interculturel, Ankara propose une approche plus horizontale, qui pourrait redéfinir les équilibres de coopération avec l'Afrique. Reste à savoir si cette stratégie saura répondre, à long terme, aux attentes d'un continent en quête de partenariats équitables et durables.

Noël Ndong

GUINÉE

À peine 3% des structures de santé offrent des soins psychiatriques

Seulement 3% des structures de santé (hôpitaux et centres de santé) en Guinée dispensent des soins adaptés en santé mentale et un accompagnement psychosocial sur l'ensemble du territoire, a-t-on appris mercredi de source officielle.

Cette information a été communiquée à l'occasion de la célébration, en différé, de la Journée mondiale de la santé mentale, en présence de médecins, d'experts et de partenaires techniques du secteur, qui a été présidée par Gassim Cissé, directeur national de l'épidémiologie et de la lutte contre la maladie.

M. Cissé a indiqué que le gouvernement guinéen, avec le soutien de partenaires tels que le CDC Afrique, prévoyait de lancer prochainement une formation destinée aux points focaux régionaux et préfectoraux en santé mentale et en soutien psychosocial.

«Cette formation renforcera nos capacités d'intervention en matière de soins de santé mentale dans les régions et les préfectures», a-t-il dit, avant d'annoncer qu'un accord de financement avait déjà été obtenu avec le CDC Afrique.

De son côté, Hady Dieng, responsable du contrôle des maladies au bureau guinéen de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a souligné que les soins en santé mentale n'étaient

«L'OMS ambitionne que, d'ici 2030, 80% des pays disposent d'un système solide de santé mentale et de soutien psychosocial» pas un luxe, mais un besoin essentiel, particulièrement en période de crise.

«L'OMS ambitionne que, d'ici 2030, 80% des pays disposent d'un système solide de santé mentale et de soutien psychosocial», a-t-elle précisé.

Le constat général est sans appel : en Guinée, les troubles mentaux restent stigmatisés, sous-diagnostiqués et sous-traités, même dans les rares structures existantes.

Xinhua

UN DUEL DES GÉANTS DE LA SERIE A, DER KLASSIKER ET LE DERBY DU NORD-OUEST DE L'ANGLETERRE

Faites le plein d'adrénaline avec les plus belles affiches de la semaine!

Ne manquez pas le retour des plus grands championnats européens et vivez un week-end inoubliable avec 1xBet, le meilleur site de paris sportifs international. Attrapez les meilleures cotes sur les matches clés via le lien et plongez dans l'ambiance du grand football. Pariez de manière responsable et restez au courant de l'actualité!

Roma - Inter: 18 octobre

Après la nomination de Gian Piero Gasperini comme entraîneur, les Jaune et Rouge ont montré à toute l'Italie le rictus d'un véritable prédateur. La Roma a remporté cinq de ses six matches de championnat, devenant l'une des révélations de la Serie A.

De son côté, l'Inter s'est enfin adapté aux exigences de Cristian Chivu et reste sur une série de cinq succès après des défaites décevantes contre l'Udinese et la Juventus. Le leader et capitaine milanais, Lautaro Martínez, a largement contribué à leur succès au même titre que le brillant Federico Dimarco. Malgré son poste de défenseur, l'Italien a inscrit deux buts et délivré trois passes décisives en six apparitions en championnat.

Le dernier choc entre ces deux équipes en Serie A s'est soldé par une courte victoire de la Roma, et l'Inter est désormais déterminé à prendre sa revanche. Cotes: V1-3,31, X-3,31, V2-2,49

Bayern Munich – Borussia Dortmund: 18 octobre

Les deux clubs abordent ce match en

tant que leaders de la Bundesliga, ce qui accroît la valeur d'une victoire dans Der Klassiker. Vincent Kompany a recréé l'ADN du Bayern en tant que champion : le collectif munichois domine chaque partie, avec une moyenne de plus de trois buts par jeu. Le trio imbattable composé de Luis Diaz, Harry Kane et Michael Olise est capable d'écraser n'importe quelle défense adverse.

L'ancien coach du Bayern, Niko Kova, a relancé le Borussia Dortmund et en a fait un prétendant au titre. Les Noir et Jaune combinent habilement des attaques percutantes avec une défense compacte, affichant d'excellents résultats en championnat et en Ligue des champions.

Le Bayern et le Borussia sont tous deux invaincus cette saison. Ce week-end pourrait marquer la fin d'une série de victoires pour les deux équipes.

Cotes: V1 - 1,379, X - 6,02, V2 - 8,05

Liverpool – Manchester United: 19 octobre

Les Reds ont essuyé un échec en trois matches toutes compétitions confon-



dues et ont perdu leur leadership en Premier League. Un Liverpool rajeuni peine encore à retrouver son rythme, mais reste l'un des principaux prétendants à la couronne. Cette rencontre contre leurs rivaux jurés est une excellente occasion pour Arne Slot et ses hommes de dissiper toute rumeur concernant la crise au sein de l'équipe. Manchester United a gagné pour la dernière fois à Anfield en 2016, et a maintenant une occasion unique de mettre un terme à cette série décevante. Malgré un succès convaincant contre Sunderland la semaine dernière, Ruben Amorim est toujours au bord du licenciement. Une victoire dans le derby du Nord-Ouest pourrait remettre les Red Devils sur la voie de

la victoire et redonner confiance des supporters dans les idées du manager portugais.

Cotes: V1-1,649, X-4,695, V2-5,1

Misez pour un maximum de profit avec 1xBet, le meilleur site de paris sportifs international. Saisissez le code promo ADIAC25 lors de votre inscription sur la plateforme et recevez un bonus de 200 % jusqu'à 130 000 XAF. Adhérez aux principes du jeu responsable et faites vos pronostics via le lien avec les meilleures cotes!

Communiqué

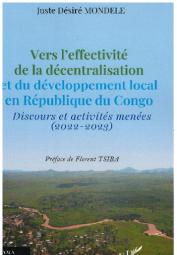
Legendes et credit photos: Quatre affriches européennes au menu du week-end / 1xBet

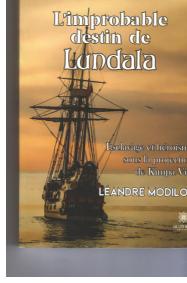


EN VENTE

Fils de Prélat

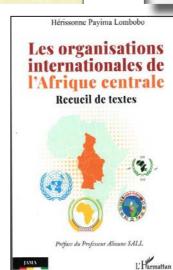




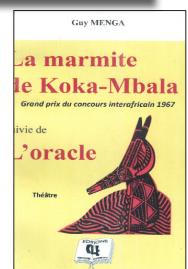












FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora

National 1, 10e journée

Dijon corrige Quevilly-Rouen 4-1. César Obongo était titulaire sur la droite de la défense dijonnaise. Quelques erreurs de placement dans son couloir, mais une bonne frappe détournée en corner.

Dans les rangs adverses, Jérémie Mounsesse commet une faute sur Barka, sanctionnée d'un penalty logique à la 12e minute (1-0).

Trop facilement éliminé par Barka sur le 3e but local, le défenseur central a souffert.

Également titulaire, Niels Bouekou a donné quelques bons ballons, mais a globalement perdu la bataille du milieu.

Première titularisation pour Destin Banzouzi qui participe à la victoire de Bourg-Péronnas à Saint-Brieuc (2-1). En pointe, il a essoré la défense adverse jusqu'à sa sortie à la 83e minute.



Valenciennes concède un nouveau revers à domicile face à Concarneau (1-2). Alain Ipiélé est entré à la 84e minute, alors que son équipe était réduite à 9 après les expulsions de Sissoko (65e min) et Courtet (70e min).

Partage des points dans le derby francilien entre Fleury-Mérogis et Versailles (0-0). Trey Vimalin était absent, tandis que Cédric Odzoumo a été remplacé à la 78e minute.

Orléans bat Caen 2-1, sans Marvin Baudry, absent du groupe. Le Paris 13 coule 0-3 à Rouen, sans Lorick Nana, non retenu. Au classement, Rouen est premier avec 23 points, devant Versailles (20 pts), Dijon et Orléans (17 points).

Avec 12 et 11 points, Fleury, Valenciennes et Châteauroux sont dans le ventre mou (9e, 10e et 12e).

Le Paris 13, QRM et Bourg-Péronnas sont 14e, 15e et 16e avec seulement 9, 8 et 6 points.

Cam'ille Delourme





UN ESPACE DE VENTE UNE SÉLECTION UNIQUE DE LA

LITTERATURE CLASSIQUE

AFRICAINE, FRANÇAISE ET ITALIENNE

Escals, Romans, Bandes dessinées, Philosophie, et plus encore...

UN ESPACE CULTUREL POUR VOS MANIFESTATIONS



Conférences-débats

Dédicaces

Emissions Télévisées

Ateliers de lecture et d'écriture

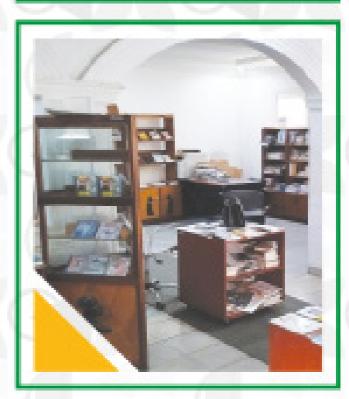


Du lundi au vendredi 9H-17H

Samedi 9H-13H









HUMEUR

Gare à l'abus des termes « demi-frère » et « demi-sœur » !

a terminologie utilisée dans le registre soutenu de la langue française ne fait pas l'unanimité dans la conception africaine des rapports de parenté consanguine au niveau des foyers. Dans de nombreuses localités du pays, l'emploi répété de cette terminologie cause certaines divisions entre des demi-frères et sœurs. Il peut aussi influencer négativement l'affection des enfants vis-à-vis de l'un de leurs parents.

Le constat est là. Dans l'un des quartiers d'une sous-préfecture que nous taisons le nom, cela s'est passé à peine quelques semaines. Un malentendu familial est né à la suite de l'emploi répété par un parent qui a annoncé la préparation de la rentrée scolaire à ses enfants : « Je souhaite d'abord m'occuper de vos demi-frères et votre demi-sœur puisqu'ils vont regagner Brazzaville bientôt ». Quatre jours après, ce même parent revient avec le même discours puisqu'il avait réussi à rassembler l'essentiel des fournitures scolaires des « demi-frères » et de la « demi-sœur ». Ces propos ont été mal accueillis par les deux autres frères nés de ce père et de la nouvelle maman au foyer.

Et quelques jours après, pendant l'absence de papa, ces propos ont déclenché une vraie bagarre rangée dans la fratrie. « Vous êtes nos demi-frères. Pourquoi vous venez souvent passer les vacances ici au lieu de rester à Brazzaville avec votre maman? » Pour ces jeunes frères nés d'une nouvelle maman au foyer, ce terme signifierait un sang divisé. Donc, ils ne sont pas du tout frères avec ceux-là. Ce qui revenait à dire qu'ils ne partagent pas du tout le même sang avec leurs frères. Ces propos qui frôlent à la fois la division et le rejet ont été mal appréciés par les gens du quartier qui ont sévèrement condamné le chef de famille qui a divisé lui-même ces enfants.

Cet exemple n'est qu'un cas parmi tant d'autres, car le terme « demi » a une charge sémantique péjorative en matière de parenté consanguine. Un demi-frère ou une demi-sœur pour ces jeunes gens qui sont appelés à partager ensemble durant toute leur vie une bonne et meilleure fratrie est impropre. Pour eux, la demi-personne n'existe pas. Ou ils sont des frères et sœurs ou ils ne le sont pas. Encore que l'emploi sans cesse par l'un des parents divorcés de ces termes quand il s'adresse aux enfants ne les rassure pas, car ces termes portent atteinte aux rapports qui lient les enfants entre eux dans cette nouvelle fratrie. Cela peut occasionner de l'antipathie au plan fraternel.

Ces termes poussent de plus en plus des enfants du couple divorcé à penser que leurs parents biologiques sont définitivement séparés et ne peuvent se remettent ensemble. Ces enfants des parents divorcés, quand ils entendent souvent cette terminologie, sont deçus. Ils risquent de se considérer comme des intrus dans cette nouvelle fratrie.

Il est donc clair que les termes « demi-frères » et « demi-sœurs », quand ils sont abusivement utilisés par des parents divorcés, troublent psychologiquement des enfants qui ressentent la désaffection parentale et fraternelle. Il revient donc aux parents de rassurer tous leurs enfants en écartant soigneusement ces termes dans leurs interventions.

Faustin Akono

DISPARITION

Le président fondateur de l'ensemble traditionnel Simba Ngoma a tiré sa révérence

Décédé récemment à Pointe-Noire à l'âge de 85 ans, le tradionnaliste et homme de culture, Jean-Gilbert Louvouelo, « Vieux Louve » pour les proches, sera conduit à sa dernière demeure ce 18 octobre.

Jean-Gilbert Louvouelo ne fut pas seulement un dirigeant dévoué de groupe mais fut aussi un fervent défenseur des traditions ancestrales, en général, et en particulier, des us et coutumes des Sundi, notamment de Kimongo, dans le département du Niari, sa contrée natale.

A travers les chants, danses et rythmes Sundi que distillait son groupe lors des manifestations culturelles à Brazzaville, Pointe-Noire, dans le Grand Niari et partout ailleurs, mais aussi lors des célébrations coutumières ou traditionnelles, des cérémonies nuptiales et diverses autres retrouvailles festives mettant en valeur les rites et traditions Sundi, la touche de Jean-Gilbert Louvouelo ne passait jamais inaperçue.

Auteur-compositeur et interprète émérite des rythmes et chants Sundi, il égayait le public à chacune de ses prestations qui constituaient pour beaucoup des moments de gaieté et de joie inoubliables.

Chef de famille, patriarche, médiateur communément appelé « Nzonzi », Jean-Gilbert Louvouelo défendait toujours les valeurs morales et traditionnelles du terroir. Même lorsqu'il s'établit au Québec auprès de sa progéniture pour des soins médicaux, il pensait toujours à son Congo natal et à sa riche culture qu'il défendait à chaque instant.

Agent de mer dans plusieurs so-



ciétés et compagnies pontenegrines, il n'hésitait pas à partager son amour des rythmes et chants Sundi à ses collègues, surtout aux travailleurs expatriés. En guise de récompense, de nombreux Italiens et Français lui ont apporté leur soutien multiforme tout en s'associant au groupe comme danseurs.

Père jovial et très proche de ses

Le regretté Jean-Gilbert Louvouelo/Adiac enfants, mais aussi de tous les descendants et ressortissants Sundi, Jean-Gilbert Louvouelo incarnait la générosité, l'honnêteté, la rigueur, l'intégrité et l'empathie. Des qualités qui ont fait sa marque de fabrique de son vivant et qu'il a léguées à sa progéniture pour l'appropriation et la pérennisation.

Adieu Jean-Gilbert Louvouelo.

Hervé Brice Mampouya

CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Tosta Armelia Aimardine Je désire désormais être appelée Ndong Armelia Aimardine. Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois (03) mois.



16 | DERNIÈRE HEURE LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE N°5118- lundi 20 octobre 2025

HYDROCARBURES

Maixent Raoul Ominga reconduit à la tête de la SNPC

Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a publié, le 16 octobre, un décret dans lequel il a nommé Maixent Raoul Ominga comme directeur général de la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC) pour un mandat de cinq ans.

Expert-comptable et cadre-maison, Maixent Raoul Ominga, directeur général de la SNPC depuis le 28 février 2018, vient d'être reconduit à ce poste par le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, pour un nouveau mandat de cinq ans.

« M. Maixent Raoul Ominaa est nommé directeur général de la Société nationale des pétroles du Congo. Il percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur. Le présent décret, qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de M. Maixent Raoul Ominga, sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo », dispose le décret présidentiel. Sa reconduction à la tête de l'opérateur historique pétrolier congolais intervient après l'approbation, le 7 octobre 2025 à Oyo, par le Conseil des ministres, des nouvaux statuts de la société.

Dans le fond, ce texte de loi



dispose qu'en sa qualité d'outil technique de l'Etat dans sa politique énergétique, la SNPC devrait être en phase avec les préoccupations d'actualité relevant de son secteur d'activité. Pour répondre aux attentes de l'Etat et relever les défis qui s'imposent à elle, l'organisation administrative de la SNPC devrait être renforcée, afin de lui permettre d'entreprendre de nouvelles activités avec plus d'efficacité.

Pour ce faire, il est prévu la création en son sein de deux nouvelles structures, à savoir le Centre d'études et de gestion des données pétrolières, gazières et énergies nouvelles et la direction gaz et énergies nouvelles.

De même, pour permettre à la direction générale de mener à bien ses projets, il est proposé que le mandat du directeur général passe à cinq ans renouvelable, et de cinq ans renouvelable une fois à celui des membres du Conseil d'administration.

Rappelons que Maixent Raoul Ominga avait été nommé pour la première fois directeur général de la SNPC, le 28 février 2018, en remplacement de Jérôme Koko, pour un mandat de quatre ans. Il avait été reconduit à ce poste par décret présidentiel du 3 mars 2022.

Firmin Oyé

ACTIONS SOCIALES

LCR à la rescousse des écoles de Boulankio et de Ngatoko

Les deux établissements primaires bénéficient de la construction d'ouvrages communautaires, notamment un forage d'eau potable à l'école de Boulankio et l'aménagement en cours de la route d'accès à celle de Ngotoko. La délégation de La Congolaise des Routes (LCR), conduite par le directeur général adjoint, Jacques Almaless, a visité les deux sites le 15 octobre, dans le département du Pool.

À l'école primaire de Boulankio, la société LCR, concessionnaire de la Route nationale n°1 (RN1), a officiellement lancé les travaux de construction d'un forage d'eau. Dans cette zone où l'eau potable est difficilement accessible, la communauté locale attend impatiemment l'ouverture de ce forage. Le directeur général adjoint de LCR, Jacques Almaless. a rappelé les difficultés liées à ce projet, notamment la profondeur de la nappe phréatique estimée à près de 200 mètres. Des études techniques ont été menées pour garantir le succès de l'ouvrage.

Cette initiative de LCR s'inscrit dans le cadre de son programme Responsabilité sociétale d'entreprise. Elle vise, d'après Jacques Almaless, à améliorer des conditions de vie et d'éducation au sein des écoles riveraines de la RN1. « Ce forage alimentera un château d'eau qui desservira l'école, notamment pour les besoins sanitaires et d'hygiène des enfants... La mise en service du forage est prévue dans un délai d'un mois et demi », a-t-il expliqué. Il a souligné que ce projet fait suite aux travaux lancés en 2024 sur ce site, tels que la réhabilitation de la route d'accès et l'embellissement du cadre scolaire. Un appui dont s'est réjoui le chef du village de Boulankio, Jean Claude Pombi, évoquant un véritable soulagement pour les élèves et l'ensemble des habitants.

À une soixantaine de kilomètres de Brazzaville, l'école primaire de Ngatoko bénéficie elle aussi de l'attention de LCR. L'entreprise gestionnaire de la RN1 a entrepris la réhabilitation de plusieurs infrastructures, à savoir la réfection de la toiture de l'école, l'assainissement des blocs sanitaires, la remise en état des salles de classe, et surtout l'amélioration de la voie d'accès sur 400 mètres, particulièrement dégradée. Selon le directeur de cette école. Fidèle Mavela, ce soutien de LCR est providentiel pour son établissement qui peine à démarrer l'année scolaire. « Beaucoup d'écoles du district n'ont pas encore ouvert leurs portes, faute de moyens. Grâce à cette aide, les enfants de Ngatoko peuvent entamer sereinement leur année scolaire ». a-t-il déclaré.

Sensibilisation à la sécurité routière

Au-delà de l'aspect infrastructurel, la visite de terrain s'est



Les écoliers heureux de recevoir les kits scolaires/Adiac

accompagnée également d'actions de sensibilisation, visant à promouvoir les comportements essentiels à la protection des élèves sur la RN1. L'équipe de LCR a animé des séances pédagogiques sur l'importance des règles de sécurité routière, ainsi que la préservation des panneaux de signalisation. « Ces panneaux sont essentiels à notre sécurité collective. Ce sont des codes qui parlent au conducteur; à l'usa-

ger. Ils signalent la présence d'enfants, les virages dangereux, les limitations de vitesse », a insisté Jacques Almaless. Il a ajouté que la démarche vise à responsabiliser les communautés riveraines de la RN1, notamment les enfants face aux dangers de la route.

Les 85 élèves de Boulankio et les 130 autres de Ngatoko ont également bénéficié de kits scolaires complets (Sacs, cahiers, stylos, etc.). Ce don vient soutenir les élèves en cette période de rentrée scolaire, à l'instar de Princilia Kinkela et Gerdon Nguié, respectivement en classe de CM2 et de CM1 à l'école de Boulankio. Ces écoliers ont exprimé leur engagement à bien travailler pour réussir leur année scolaire. « LCR redonne espoir aux parents qui peinent à offrir des fournitures scolaires à leurs enfants », a salué le directeur de l'école de Ngatoko.

Fiacre Kombo